

Rapport d'évaluation du programme DAPHNE¹

Femmes et migrations en Europe, stratégies et empowerment

Mars 2005



CRAES-CRIPS

Collège Rhône-Alpes d'Éducation pour la Santé
Centre Régional d'Information et de Prévention Sida
9 quai Jean Moulin 69001 Lyon
Téléphone 04 72 00 55 70
Fax 04 72 00 07 53
E-mail contact@craes-crips.org
Site Internet www.craes-crips.org

¹ Rapport rédigé et effectué par Patrick PELEGE, docteur en sociologie de l'EHESS (Ecole des hautes Etudes en sciences sociales), coordinateur du CRIPS Rhône-Alpes (centre régional de prévention du sida), rattaché au CRAES (Collège Rhône-Alpes d'Éducation pour la Santé), chercheur au sein de l'ERSP, (Espace Régional de Santé Publique), chargé de cours à L'université Lyon 2.

Dernier ouvrage paru : Hébergement et réinsertion sociale, les CHRS, dispositif, usagers, intervenants, Paris, Dunod, 2004

SOMMAIRE

UNE INTRODUCTION/CONTEXTE	p.3
1°) DES ELEMENTS D'ORDRE SCIENTIFIQUE	p.4
A) Une problématique fondée	p.4
B) Une démarche quantitative fournie	p.4
C) Des éléments qualitatifs très variés	p.6
D) Sur les méthodes de recherche utilisées	p.6
2°) LES ENJEUX POLITIQUES ET ETHIQUES DE LA RECHERCHE	p.7
A) Repères sur la question du trafic	p.7
B) Repères sur la place des femmes migrantes	p.8
C) Les raisons énoncées par les femmes sur leurs départs	p.8
D) Des situations de violence à différents registres	p.9
E) De l'ordre du monde au désordre	
3°) DES CAPACITES d'EMPOWERMENT	p.13
A) Les sept niveaux d'empowerment	p.14
4°) LES INCIDENCES DU PROGRAMME DANS LES PRATIQUES	p.17
A) Les productions effectuées	p.17
B) La mise en place d'une conférence européenne	p.18
C) Le point de vue des associations partenaires	p.20
CONCLUSION GENERALE	p.25

UNE INTRODUCTION/CONTEXTE :

Nous avons été contactés en mai 2004 par l'équipe responsable du programme Daphné, suite à la défection d'une première chercheuse qui n'a finalement pas pu assurer jusqu'à son terme ce travail. Nous avons donc eu une série de rencontres, notamment avec Françoise Guillemaut, responsable scientifique du programme qui nous a transmis un certain nombre de documents intermédiaires, de rapports d'activité de CABIRIA et des coordonnées des autres associations partenaires. Cette recherche action qui porte sur la question du trafic des femmes à des fins d'exploitation sexuelle s'appuie principalement sur le point de vue des femmes elles-mêmes et sur les actions de santé communautaire qui les rencontrent au quotidien.

A partir de cette première étape, nous avons contacté les protagonistes dans un premier temps par mail ou courrier, puis les avons rencontrés entre juillet et décembre 2004, de façon à recueillir auprès des quatre associations européennes partenaires de ce programme leurs points de vue sur les avantages et les limites du travail établi dans ce programme.

Les objectifs de cette étude dont l'intitulé exact est "**Renforcement des stratégies d'empowerment des femmes migrantes prostituées contre la violence liées à la traite des femmes**" portaient sur un état des lieux des violences contre les femmes dans le trafic, une identification des stratégies de défense des femmes migrantes et/ou victimes de trafic et le renforcement de leurs des stratégies d'empowerment ont permis de dégager et d'approfondir comme axes de recherche et comme hypothèses de travail les trois axes majeurs qui fondent une assise théorique et pratique aux développements proposés

La tenue sur Lyon de la conférence européenne "Renforcement des stratégies d'empowerment des femmes migrantes prostituées"² qui a lieu le 18 novembre 2004, auquel nous avons assisté et dont nous avons pu suivre les travaux préparatoires fut un point d'orgue de cette recherche-action, mais aussi l'opportunité d'entendre et de prendre en considération de manière plus directe et plus visible l'importance de ce programme dans l'implication des femmes migrantes elles-mêmes.

Ces différents ancrages, tant du point de vue des travaux écrits réalisés et publiés³, que les entretiens réalisés et la participation au séminaire, nous permettent de rédiger ce rapport d'évaluation qui développe quatre axes :

la validité scientifique de la démarche retenue

L'intérêt politique et éthique qui en découlent

Des capacités d'empowerment

² organisée par CABIRIA, GRISELIDIS, MAIZ, LICIT, COMITATO PER I DIRITTI CIVILI DELLE PROSTITUTE,

³ F. Guillemaut et L. Caixeta, *Femmes et migrations en Europe, stratégies et empowerment*, Cabiria, Lyon, 2004
Cabiria, *Petit guide à l'usage des femmes migrantes*, le dragon lune, Cabiria, 2004
Europap, Tampep, *Se battre pour la santé, service de proximité et de santé pour les travailleurs du sexe en Europe*, version française, Lorient, 1999.

Les apports pratiques auprès des publics concernés et des professionnels en relation avec ces personnes.

1°) ELEMENTS D'ORDRE SCIENTIFIQUE

La démarche de recherche choisie et effectuée par les responsables scientifiques et méthodologiques de ce programme DAPHNE nous semble particulièrement exemplaire, dans la mesure où se conjuguent avec équilibre à la fois une problématique fondée et des éléments d'investigation d'ordre quantitatif et qualitatif.

A) Une problématique fondée

Bien que la demande initiale et le contexte de la recherche portent bien sur la question du trafic des femmes à des fins d'exploitation sexuelle en s'appuyant à la fois sur des éléments communs et spécifiques au regard des différents dispositifs politiques et légaux en fonction de quatre pays européens concernés, les choix retenus ont su privilégier une approche en terme "de *droits humains et de genre*". C'est surtout par le partage, la solidarité et la coopération avec les femmes migrantes concernées que les quatre équipes des différents terrains d'investigation ont su et pu mettre en relief et en question la vie et les points de vue des "usagères" de leurs services.

. C'est ainsi que ce programme a su montrer, en reprenant ici les écrits du rapport de novembre 2004 :

- que les violences faites aux femmes migrantes sont multiformes et multifactoriels;
- que les femmes ont des ressources et des stratégies qui peuvent les amener à y faire face ou à y échapper;
- que les ONG et les associations de santé communautaire ou de mobilisation politique qui sont auprès d'elles peuvent les soutenir et renforcer leurs droits de citoyennes, pour sortir du stigmate emprunté au discours commun de ne les envisager que comme "victimes".

Ces axes de travail n'empêchent pas de connaître, du point de vue des responsables rencontrées, la place du trafic et les oppressions politiques, policières, voire de certaines Ong à leur encontre, mais il nous paraît très original d'avoir soutenu, démontré et valorisé pour une fois dans ce champ de recherches, le point de vue des personnes concernées⁴.

B) Une démarche quantitative fournie

- L'objet même de la recherche, qui porte sur des situations qui rentrent plus ou moins dans la légalité ou dans la clandestinité en fonction des régimes et des orientations politiques des pays concernés rend par définition délicate l'obtention des éléments

⁴ On peut faire l'hypothèse que cette recherche s'inscrit dans les travaux de l'Ecole interactionniste de Chicago, dont les travaux d'Erving Goffman, *Stigmate; les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1989 ou *Le parler frais*, Paris, Minuit, 1990, ceux de Howard Becker dont *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985 et d'Everett Huges, *La trame de la négociation*, Paris, L'harmattan, 1990

statistiques très fiables ou très comparables. Malgré cet obstacle inhérent au terrain même d'investigation, l'équipe de recherche a puisé dans des types de matériau d'observation quantitative qui sont de cinq ordres :

B.1: Des données officielles sur migration et travail du sexe qui concernent sous les termes Europe de l'EST, Afrique et Amérique latine les pays enquêtés dont les ressources proviennent de travaux publiés par l'OIM, Eurostat, l'INSEE, l'OSCE et l'OCRETH.

B.2 Des données récoltées par chaque responsable du programme daphné qui varient selon les données fournies par les polices ou par les ONG ⁵

B.3. Des données statistiques fournies par les quatre pays du programme DAPHNE, à savoir l'Autriche, L'Espagne, l'Italie et la France qui ont opté pour une méthode d'approche par questionnaire commune et qui portent sur **477** femmes migrantes en situation de prostitution.

B.4. Des contextes politiques et réglementaires qui varient considérablement selon les pays dans la mesure où en Autriche, le travail du sexe est légal et réglementé tandis qu'en Espagne, la tendance actuelle est à la réclusion dans des clubs fermés ou une poursuite des personnes prostituées dans la rue pour "atteinte aux bonnes mœurs"⁶. En France, les récentes politiques s'appuient sur une application stricte des accords de Schengen, la pénalisation du racolage depuis mars 2003 et la loi Sarkozy sur l'immigration visent particulièrement les femmes en situation de migration⁷; De même en Italie une approche de plus en plus sécuritaire se développe vis à vis des pratiques de prostitution et notamment vis à vis des femmes en situation de migration⁸.

B.5 Des questionnaires sur les violences qui ont été réalisés ne sont qu'au nombre de 100 mais bien qu'ils apportent des informations confirmant les hypothèses de départ, leur teneur reste limitée puisque le cadre des questions fermées restreint le contenu du matériau mais a surtout renforcé le sentiment chez les femmes interrogées une dimension policière et d'enfermement à laquelle elles font tout pour échapper, bien qu'ils aient été transmis bien évidemment par les ONG en qui elles ont grande confiance. On perçoit mieux ici la question forte des représentations dans l'utilisation des méthodes par questionnaire⁹

En accord avec les auteurs du rapport, nous soulignons que dans la mesure où il n'existe pas de données fiables pour un phénomène par excellence clandestin, ces chiffres sont à prendre comme des indicateurs du phénomène et non comme justes et exhaustifs; En effet, les données chiffrées, souvent basées sur des estimations et des échantillonnages, reflètent une réalité de terrain relative. De plus, les volontés politiques, médiatiques et la mise en œuvre d'interventions de la part des gouvernements, à des fins électoralistes que l'on pourrait qualifier de "racoieuses" ne sont jamais neutres et contribuent soit à enfler, soit à entretenir des estimations erronées tant le sujet du trafic peut être prétexte à des

⁵ Tous ces éléments statistiques sont clairement exposés dans le rapport final de novembre 2004 page 28 de la version française.

⁶ Rapport *femmes et migrations en Europe*, op cit., p.31, et interview avec Isabel Holgado, coordinatrice de LICIT, en septembre 2004.

⁷ Ibid, p 32 et entretiens avec Corinne Monnet, directrice de Cabiria et Monique Michalélis de Grisélidis en juillet et novembre 2004.

⁸ Ibid, page rapport *femmes et migrations en Europe*, op cit., p.33, et interview avec Pia Covre, responsable du CPDCP, août 2004

⁹ CF : Denise Jodelet, *Les Représentations sociales*, Paris, PUF, 1989.

Patrick Pelège, Esquisses du normal et du pathologique et L'enfermement dans les pratiques discursives du travail social, dans Des représentations dans les institutions sociales et médico-sociales, collection "Recherches en pratiques sociales", Lyon, CCRA, 2000

orientations répressives qui visent plus les personnes concernées que les organisateurs du trafic.

C. Des éléments qualitatifs très variés :

C.1. Des interviews réalisés soit avec des salarié-e-s des ONG concernées, soit avec des personnes migrantes elles-mêmes, dont la retranscription a pu être validée par les personnes concernées, qui permettent une description plus impliquée à la fois des trajectoires et des difficultés rencontrées dans les situations de migrations et des conditions d'exercice des pratiques de prostitution. Près de 50 récits ont pu ainsi être obtenus.

C.2. Des techniques d'observation-participante dans la mesure où les femmes migrantes sont intégrées dans les actions menées avec elles soit les associations de santé communautaire ou de défense de leurs droits, à travers lesquelles les relations engagées "dépassent le cadre formel pour devenir des liens d'échanges interpersonnels et d'hospitalité, dans un esprit de métissage culturel"¹⁰

C.3 Des focus-groupes se sont mis en place à l'occasion de séances d'information avec les jeunes femmes étrangères, ou bien à l'occasion de l'élaboration de dossiers administratifs, qui sont particulièrement nombreux et complexes à fournir en fonction des réglementations en vigueur et qui sont autant d'interactions qui donnent du temps pour mieux entendre, appréhender et comprendre ce que vivent les femmes et les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour échapper aux contrôles policiers ou témoigner de ce qu'elles vivent avec les clients ou dans les relations avec les associations caritatives qui veulent les aider "à s'en sortir".

C.4 Des journaux et des productions écrites : Certaines des quatre associations, notamment Cabiria et Grisélidis en France ont mis en place, sur la base du volontariat, des recueils de faits quotidiens qui recueillent tout autant d'actions répressives dont elles peuvent être victimes, que des émotions et des moments de solidarité, que des soutiens et échanges, résolutions de difficultés que leur condition de migrantes ou de "migrant sex worker" impliquent.

C.5 La tenue de conférences (près d'une trentaine dans les quatre pays de l'étude) et d'articles tout au long de cette recherche (une dizaine) ont permis l'organisation d'ateliers de paroles ou d'expression au cours desquels les femmes ont pu produire des témoignages mais aussi réaliser avec les salariées des associations des brochures sur les droits et la lutte contre la violence¹¹.

D. Sur les méthodes de recherche utilisées :

Au regard de la problématique de recherche investie, de la délicatesse que pose probablement toute étude européenne qui est amenée à comparer des contextes politiques, socio-culturels complexes et différents, des parcours de migration qui ne sont pas les mêmes d'un pays et surtout d'une période à une autre, il nous semble nécessaire, comme

¹⁰ *Femmes et migrations en Europe*, op cit., p.17.

¹¹ *Petit guide à l'usage des femmes migrantes*, op cit., Traduit et diffusé en plusieurs langues à compter de novembre 2004, et sur lequel nous reviendrons en troisième partie de ce rapport.

dans le tableau comparatif des méthodes utilisées dans le rapport final¹² de souligner les dimensions suivantes :

- Bien que les éléments qualitatifs soient plus lents à recueillir, qu'ils soient moins nombreux par définition que des données statistiques mieux établies et plus comparables, leur recueil donne des éléments beaucoup plus approfondis, impliqués et qui restent au plus près de la position des sujets concernés.

Au regard des représentations que peuvent vivre les personnes en situation de migration dans un contexte où les pratiques de consommation du sexe sont toujours péjoratives et violentes à l'encontre de celles et ceux qui en font commerce, il nous paraît que le matériau recueilli sort d'une part d'un certain misérabilisme ambiant ou d'une posture très contemporaine de la "victimologie"¹³ pour rendre compte, sans l'ignorer de la question du trafic mais en s'appuyant sur une recherche théorique qui l'analyse plutôt que de la répéter.

C'est pourquoi nous reprendrons au début de notre seconde partie, pour avancer sur les aspects politiques et éthiques de cette recherche les analyses soutenues par Marjan Wijers¹⁴.

2°) LES ENJEUX POLITIQUES ET ETHIQUES DE LA RECHERCHE

A.1 Repères sur la question du trafic :

Dans les différents travaux de recherche et dans les politiques européennes et internationales mises en œuvre, le trafic se définit à la fois par le mouvement migratoire qui participe au franchissement des frontières entre les pays de la CEE et du reste du monde, voire au sein même de la CEE et l'exploitation sexuelle ou par le travail à partir de l'usage de la force, de la menace, de la coercition ou de la duperie (notions entérinées mais aussi contestées depuis le protocole de Palerme de 2000.

Marjan Wijers distingue les trois approches du trafic les plus fréquentes qui déterminent le plus souvent les politiques européennes comme étant à la fois un problème moral, un problème criminel et un problème de migration. Mais elle complète ces conceptions en rajoutant au trafic la question du travail et de son nonaccès dans certains pays, de son inégalité en tant que condition salariale d'émancipation et de protection¹⁵. Dans cette perspective, la situation des femmes "doit être considérée du point de vue de leur oppression en tant que travailleuse et en tant que migrante"¹⁶.

Quand le trafic est perçu uniquement comme un problème de droits humains, il peut omettre de prendre en compte les facteurs structurels et les conditions économiques qui sous tendent et alimentent les conditions du trafic. Les inégalités d'accès à la condition salariale entre les pays, les frontières qui s'ouvrent plus facilement aux capitaux financiers

¹² *Femmes et migrations en Europe*, opcit. p.18

¹³ Denis Salas, magistrat, *L'inquiétant avènement de la victime*, in *Violences*, Sciences humaines, Hors-Série, n° 47, décembre 2004-janvier-février 2005, pp 90-93

¹⁴ En nous référant à ses travaux *Only rights can stop wrongs : a critical assessment of anti-trafficking strategies*; Document présenté à EU/IOM STOP, conférence européenne sur la prévention et le combat du trafic des droits humains, organisé à Bruxelles les 18-20 septembre 2002 au parlement européen à Bruxelles, Belgique. Ainsi qu'à notre rencontre/entretien sur Lyon en novembre 2004.

¹⁵ On se reportera avec intérêt sur cette question aux travaux de Robert Castel dans *les Métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1999 et aussi à *L'insécurité sociale*, 2003

¹⁶ *Femmes et migrations en Europe*, op cit, p.43

qu'aux personnes les moins qualifiées, les inégalités fortes entre les hommes et les femmes, le fait que dans beaucoup de sociétés encore, comme en Europe jusqu'à la moitié du 20^{ème} siècle, beaucoup de cultures considèrent "normal" que les femmes dépendent économiquement de la position et de la condition masculine (en fait celle du conjoint ou de l'époux). Du coup, cette omission risque de réduire uniquement le trafic à considérer les femmes comme devant être protégées en tant que victimes plus qu'en tant qu'être pouvant avoir accès à des droits au travail salarial de manière émancipée et autonome

A.2. Repères sur la place des femmes migrantes dans la recherche

La lecture des différents documents qui ont servi à ce travail d'évaluation, les rapports intermédiaires et les comptes rendus de séminaires, la participation au colloque de fin novembre à Lyon, ainsi que les documents publiés à cette occasion, sans omettre les entretiens et rencontres effectués montrent que sont connues - et surtout reconnues- la vie et les points de vue des femmes migrantes concernées. Nous insistons volontiers sur ce terme non pas pour l'envisager comme trop souvent dans les intentions dites bienveillantes pour "mieux les cerner", ou les "cerner autour", mais au contraire pour en prendre en compte et en considération leurs points de vue directs, le poids de l'authenticité de ce qu'elles ressentent, parcourent et peuvent amener dans leur légitimité d'être au monde, au-delà des représentations et de la position de victimes dans laquelle beaucoup voudraient les circonscrire.

Les informations données dans le rapport final, le travail sociologique analysé au cours des entretiens avec les 477 femmes migrantes rencontrées au cours de cette recherche¹⁷ montrent dans un premier temps que ces femmes en situation de migration et de travail sexuel ont des profils socio-démographiques assez proches des femmes européennes des pays de la CEE. Elles ne sont pas plus démunies sur le plan socio-culturel que les femmes occidentales des mêmes tranches d'âge. Alors que les représentations les plus communément admises en font des femmes totalement illettrées, sans aucun capital ni culturel ni économique, les transformant uniquement en "proies" incapables de résister aux pressions économiques et culturelles, mais aussi relationnelles de la dynamique des trafics.

La vie quotidienne des quatre associations européennes rencontrées atteste de ces dimensions, et pour reprendre en particulier les observations de LICIT, l'équipe espagnole souligne que le niveau d'étude des femmes étrangères est supérieur à celui de leurs congénères masculins.

Les données socio-économiques, culturelles et familiales fournies servent à déconstruire un certain nombre de préjugés et de représentations habituelles à l'encontre des personnes en situation de prostitution; reprenons ici quelques indicateurs fournis au cours de cette étude :

- 70% de ces femmes migrantes sont issues d'un milieu urbain;
- 50% d'entre elles sont célibataires, sont âgées entre 20 et 30 ans
- une bonne majorité d'entre elles ont un bon niveau scolaire (second cycle), voire études supérieures. A titre d'exemple, dans l'échantillon de cette étude, les jeunes africaines ont été scolarisées à 81% ; parmi elles 8% ont un bac ou un niveau équivalent, et 17 % ont fréquenté le lycée. Les jeunes femmes d'Europe de l'Est ont un bon niveau scolaire, 25 % d'entre elles sont bachelières dont la moitié a fréquenté l'université.

A.3 Les raisons énoncées par les femmes sur leurs départs des pays d'origine :

Les rencontres quotidiennes et régulières avec ces femmes recueillies par les associations de proximité, et le recueil des entretiens mais aussi les observations

¹⁷ Ibid, p.51-57.

participantes mettent en relief des raisons multifactorielles au sein desquelles on retrouve principalement quatre types de circonstances¹⁸ :

- Echapper aux discriminations de genre et trouver des vecteurs d'émancipation conjugale, familiale et économique;
- Développer et obtenir des ressources économiques pour elles-mêmes et leurs familles ;
- Soumission aux pressions de la parenté ou de la famille restreinte, pour entretenir la solidarité familiale ou conjugale, de manière plus ou moins forcée ;
- S'autonomiser, s'émanciper et augmenter son capital culturel et social; S'inscrire dans une trajectoire plus individualisé par rapport à la culture groupale d'origine.

Certaines causes sont plus fréquentes en fonction des pays et des cultures d'origine bien évidemment : le jeu des solidarités familiales est plus présent chez les femmes issues de République dominicaine ou du Nigéria, alors que les abus relatifs aux violences conjugales sont plus fréquents chez les femmes albanaises. Autrement dit, les facteurs les plus déterminants dans les trajectoires de migration (les conditions de la décision de départ et le processus migratoire) semblent liés aux rapports sociaux de sexe, au degré de démocratisation mais aussi de corruption présents dans le pays d'origine ainsi qu'aux marges de liberté individuelle laissées aux femmes dans les pays d'origine.

En résumé, et contrairement à certaines idées répandues en particulier dans les Ong à version caritative, ce ne sont pas les femmes les plus pauvres ni les plus démunies qui arrivent à quitter les pays d'origine, mais plutôt des femmes qui ont un assez bon niveau de scolarisation, celle dont les familles ont quelques ressources financières ou qui exerçaient déjà une activité économique avant leur départ. Il semble que les femmes très pauvres issues des zones rurales soient minoritaires dans les femmes rencontrées au cours de cette étude, mais aussi dans l'ensemble de témoignages recueillis au cours des entretiens effectués

Ces éléments ne veulent pas taire ni oublier que dans certaines circonstances d'exil au cours du processus migratoire que de pressions économiques, relationnelles et psychologiques, voire affectives viennent entraver et empêcher les circonstances du processus migratoire et la quête d'autonomisation bien entend. Un des intérêts majeurs de cette étude est de montrer l'adhésion initiale majoritaire de la part des femmes et vient éclairer l'importance de s'appuyer de leurs capacités d'empowerment, qui peuvent être de transferts de compétences personnelles et socio culturelles initialement intériorisées.

A.4 Des situations de violence à différents registres

Les cadres d'analyses de la violence restent complexes et variées, d'une part parce qu'ils sont au prisme avec la réalité domestique des femmes rencontrées, dans des contextes politiques, sociaux et culturels qui régulent avec plus ou moins de force et de rapports de domination les rapports sociaux de sexe; mais aussi parce que les représentations et les niveaux de la violence dépendent de la manière dont les processus d'éducation, de socialisation, et d'intégration des sujets et de populations s'inscrivent avec plus ou moins d'équité ou d'injustice dans les dynamiques sociétales¹⁹

Le rapport rédigé par Cabiria et Maiz rapporte avec justesse les analyses de Philippe Bourgois²⁰, dont la typologie permet de mieux comprendre, analyser et agir sur les quatre niveaux de violence présents dans ce que vivent les femmes migrantes dans leurs

¹⁸ on trouvera le tableau récapitulatif complet dans *Femmes et migration*, op cit, p.61.

¹⁹ On pourra se référer à ce sujet au numéro déjà cité de la revue *Sciences Humaines* dont le dernier "hors série" porte sur les *violences*, op cit.

²⁰ P.Bourgois, *La violence en temps de guerre et en temps de paix*, in *Colloques et conflits, sociologies politiques de l'international*, Paris, L'harmattan, 2002.

conditions d'exil et d'existence, dans les relations et les rapports sociaux qu'elles vivent avec les clients, la police, les contraintes réglementaires, mais aussi parfois avec les ONG rencontrées ou l'opinion publique des différents Etats

Les quatre niveaux de violence en interaction sont **d'ordre politique, d'ordre structural, symbolique et quotidien**

Au niveau de la violence politique :

Elle est plus ou moins visible dans les systèmes législatifs, les contrôles administratifs; Les réglementations qui visent souvent à pénaliser ou à priver de droits d'asile ou d'intégration une forme d'activité sociale et économique qui renvoie les protagonistes dans des zones de "non-droits". Pour exemple, le trafic humain peut être considéré, comme celui de la drogue ou des voitures, comme relevant d'une pénalisation qui transfère sur des personnes humaines des dispositions valables au niveau des objets ou des marchandises. Certaines politiques vis à vis des personnes migrantes plaident auprès des ONG pour des rapports directs avec la police au détriment des protections juridiques et légales auprès des personnes. Quand certaines conditions de séjour sont possibles sur le plan politique comme en Autriche par exemple, l'autorisation de séjour et de travail dans l'industrie du sexe n'ouvre pas droit au regroupement familial pour sa titulaire"²¹

Au niveau de la violence structurale

Ce niveau de violence s'exerce ou se traduit dans les conditions de migration et de travail, dans les modalités de non-accès aux logements, aux droits administratifs et aux droits légaux. A titre d'exemple, en Espagne, les femmes qui travaillent dans les établissements n'ont aucun droit à un contrat de travail seul moyen légal d'obtenir un titre de séjour. En Autriche, pays réglementariste, travailler dans l'industrie du sexe n'autorise pas les personnes de pouvoir être défendues ou de dénoncer les situations d'abus dans le cadre de leur activité. Même si la démarche de migration part d'une adhésion des femmes et que leur démarche de migration se fait la plupart des cas de manière autonome, les contraintes structurales, les formes d'organisation du marché du sexe les rendent soumises, sans défenses légales, à des abus de la part des intermédiaires, une fois qu'elles sont arrivées à destination. 78 % des femmes rencontrées au cours de cette étude ont des dettes liées à leur voyage, en écho avec une étude belge²², qui a identifié 71 % victimes dans le même cas²³

Nous reprendrons ici un autre exemple fourni dans le rapport et confirmé au cours des entretiens et de rapports d'activité soumis à notre lecture : 54 % des répondantes de l'étude ont déjà été arrêtées par la police, 10 % d'entre elles ont fait un séjour en prison, soit du fait de l'irrégularité de leur situation, soit de leur activité en prostitution. Élément bien plus grave, 15% des répondantes déclarent avoir donné de l'argent lors de contrôles policiers, méthode répandue et violente des positions d'abus de la part de policiers qui exercent là une violence de leur fonctions pour permettre aux femmes d'échapper aux conséquences de contrôles (enfermements, et expulsions).

Au niveau de la violence symbolique

²¹ Femmes et migrations en Europe, *op cit*, p.97

²² Payoke, on the road, de rode draad, 2001-2003, *Research based on case studies of victims of trafficking in human beings in 3 EU members States*, Commission of the European Communities DG Justice Home affairs, Hippokrates, JAI/2001/HIP/023.

²³ Ibid, p.101

En référence aux travaux de Gail Pheterson²⁴, nous soutiendrons que la violence symbolique qui s'exerce à l'encontre des personnes prostituées s'enracine dans une construction sociale du "stigmaté de pute", dans la mesure où les concepts de prostitution et de prostitué portent le regard et la représentation sociale à la fois hors du champ du "client" et des rapports sociaux de sexe mais aussi dans une division sociale et morale qui rend certaines activités économiques "honorables" et d'autres non.

La violence symbolique s'exerce dans un jeu interactif complexe qui transite à la fois par une intériorisation pour certaines femmes du statut de victime mais aussi de coupable, dialectique que l'on retrouve également dans les violences conjugales ou dans les violences intrafamiliales²⁵. Par ailleurs, du côté des décisions politiques qui oscillent entre devoirs de protection et pratiques de répression, les représentations et les pratiques mises en œuvre se déroulent dans une tension permanente entre la désignation de la victime (et donc de son bourreau) tout en rendant coupable (et donc consentante) les actrices de la prostitution. "Leur statut de sujet ou d'actrice leur est rarement reconnu (Pheterson, 01) alors que, dans la réalité, elles tentent de conserver leur autonomie dans un système d'oppression structurel (économique et de genre) contre lequel elles n'ont pas les moyens de lutter à un niveau personnel"²⁶. En rajoutant de notre point de vue que cette violence symbolique s'exerce d'autant plus que le nonaccès à la condition salariale ou aux droits dits "communs" empêche toute organisation collective légale, renforçant les pratiques de clandestinité et de soumission aux pressions physiques, psychiques et sociales de formes de racket.

La violence du quotidien

Ce sont les niveaux de violence qui interagissent avec la plupart des interlocuteurs, dont la majorité sont de sexe masculin il est vrai et que les femmes en situation de migration, comme beaucoup de femmes dans les cultures latines ou dans la dynamique de la domination masculine²⁷ subissent au quotidien : clients, passants, responsables d'établissements ou de salons, contrôles policiers (entrés grand nombre, 66 % des cas de violence répertoriés dans l'étude), injustices, pressions et dynamiques de peurs.

Ces violences au quotidien s'exercent dans la sphère publique "70% des femmes interrogées dans notre étude ont identifié des actes de violence contre elles, au cours des 6 derniers mois. L'enquête française (ENVEFF, 01) montre que 13 % des femmes interrogées ont été victimes de violence dans un lieu public (insultes, menace, coups) et que la violence au travail est identifiée par 8 % des répondantes, alors que pour les personnes prostituées de l'étude, ce type de violence représente la majorité des actes de violence identifiés"²⁸

Ces violences s'exercent également, comme on peut le lire, l'entendre et l'observer à plusieurs reprises au cours de cette évaluation, au sein de la sphère privée des femmes migrantes en situation de prostitution: de la part des conjoints ou des proxénètes, les femmes dénoncent le plus souvent des coups; Bien souvent également, les femmes qui se trouvent piégées dans des actes de violence disent qu'elles avaient cru à des promesses non tenues ou des mensonges cachés (par naïveté, ignorance et manipulation ou pression affective de la part de leurs interlocuteurs masculins). On retrouve dans ce contexte particulier de la violence dans la sphère privée toute la construction sociale de l'intériorisation de la soumission à l'autorité mais aussi de la dépendance économique à autrui.

A.5 De l'ordre du monde au désordre et de la normalisation à la discrimination

²⁴ Gail Pheterson, *Le prisme de la prostitution*, Paris, L'hamattan, 2001

²⁵ Daniel Welzer-Lang, *Arrêtes, tu me fais mal*, Paris, VLB, 1992.

²⁶ *Femmes et migrations*, op cit, p.105

²⁷ Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998 et Françoise Héritier, Françoise

Héritier, *Masculin, féminin, la pensée de la différence*. O.Jacob, 1996.et 2002

²⁸ *Femmes et migrations*, op cit, p.106.

Malgré les contraintes liées aux dimensions violentes de leur condition, beaucoup de femmes expriment une capacité à réagir, à agir, une agentivité (agency), qui est un des facteurs d'empowerment qui seront développées par la suite du rapport. Comme cela a été rappelé antérieurement, 81 % des femmes rencontrées au cours de l'étude quantitative ont répondu qu'elles avaient quitté leur pays d'origine de manière volontaire; Bien que les conditions d'accueil soient difficiles, voire violentes, elles gardent plus ou moins la maîtrise de leurs ressources financières : "56 % des femmes interrogées envoient leur argent à leur famille et 21 % d'entre elles à leurs enfants", en conformité avec l'ordre généalogique et leurs modes de réciprocité dans les pratiques culturelles des pays d'origine.

Mais ces situations d'exil rencontrent également des tensions entre groupes de "sexworkers" et plus les violences politiques et structurales sont fortes, plus les tensions entre personnes prostituées (par territoire, par genre, voire par âge ou appartenance ethnique) augmentent entre elles. L'intériorisation du stigmate et les rapports endogènes au milieu de la prostitution sont réceptifs des facteurs exogènes qui l'organisent et l'ordonnent. Comme le suggère Paul Farmer,²⁹ "A quelques variantes près, le degré d'oppression est inversement proportionnel à la possibilité de résister à cette oppression". Autrement dit, plus les pressions sont fortes dans les contraintes et les conditions extérieures aux groupes sociaux, plus les oppressions s'exercent de manière interne, entre acteurs et actrices d'une même condition, mettant à la périphérie les actions centrales de solidarité.

Les quatre pays de l'étude présentent des situations de contraintes et de violence importantes, au-delà des régimes réglementaristes ou abolitionnistes, dans la mesure où si certains droits sont obtenus (ceux de payer des impôts et des taxes), d'autres sont refusés (protection sociale de droit commun, comme l'accès à la retraite ou à l'assurance maladie). Le rapport Cabiria /Maiz soutient que trois alternatives sont proposées aux femmes migrantes : le travail domestique, le travail du sexe ou le mariage, qui sont trois axes qui de manière spécifique mais aussi analogique, maintiennent des ordres sociétaux des rapports sociaux de sexe. un rapport de subordination dans le cadre du rapport d'emploi domestique, un rapport de dépendance dans le cadre d'une conjugalité sans indépendance économique, un rapport de soumission aux lois du marché dans le travail du sexe qui place le client et les pratiques sexuelles comme modalités marchandes de consommation.

Autrement dit, la désignation, la stigmatisation, la discrimination et la violence pratiquées à l'encontre des femmes migrantes en situation d'exil et de prostitution sont la traduction d'une expulsion symbolique et réelle souvent des figures du désordre social. Autrement dit, les processus d'exclusion des migrants, des pauvres, des errants, des nomades, des prostituées reflètent toujours la manière dont les sociétés veulent se protéger de leur ordre interne. aux expulsions et discriminations de celles et ceux qui vivent et s'orientent autrement se conjuguent les inclusions et les normalisations de celles et ceux qui préservent l'ordre hiérarchique et moral du monde³⁰. La police devient alors non plus protectrice des opprimées mais contrôleuse et défenseur des auteurs du désordre sociétal;

Autrement dit encore, ces situations entraînent la nécessité de plaider non pas pour une chasse des victimes transformées en coupables mais pour instituer et inscrire au sein des démocraties modernes les droits des personnes à appartenir à la même condition humaine, de façon à éviter que «le corps du migrant soit représenté comme vecteur et récepteur passif de maladie, ce qui aboutirait à représenter les étrangers comme un groupe à risque du point de vue de la santé publique »(Fassin, 2001). En nous référant aux travaux de René Girard sur le *Bouc émissaire* et sur *La violence et le sacré*, On comprend à partir de cette situation combien les corps des femmes migrantes prostituées cumulent le double stigmate du danger social, du péril moral et que convergent vers elles, figures visibles et apparentes, mais non protégées, des tentatives et des constructions socio-politiques qui pour préserver l'ordre d'un monde déploie sa violence symbolique et réelle vers celles qui sont « sans-voix », « sans issues ».

²⁹ Paul Farmer, Une réalité horriblement intéressante", Paris, Conférence au collège de France du 10/11/2001, in *Le Monde* du 10/11/2003.

³⁰ Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, PUF, édition 2002

On comprendra aisément en quoi et pourquoi les femmes migrantes en situation de prostitution cumulent la double stigmatisation symbolique et morale du désordre : elles seraient les figures visibles et apparentes de la face cachée d'un ordre sociétal qui expulse de son intérieur les personnels ou les groupes représentant une menace –imaginaire de l'étrangeté et du désordre moral-, de façon à protéger l'ordre masculin de la domination mais aussi l'ordre moral de la sexualité. L'ordre public, pour préserver son ordre interne tend à mettre à l'extérieur de ses frontières et de son organisation collective les figures véhiculant ce que l'anthropologue Mary Douglas nomme « les souillures ». Ces dimensions nous semblent très essentielles puisqu'elles vont être des axes d'appui pour renforcer l'empowerment des femmes qui se trouvent dans cette situation de mépris, d'humiliation mais aussi de discrimination dans le contexte d'hostilité et non pas d'hospitalité qui s'organise à leur rencontre.

Pour résumer la place des femmes dans cette étude et l'impact de leur parole, nous soutiendrons que pour parvenir à des capacités de citoyenneté, il importe de considérer les personnes impliquées et leur langue comme des ressources pour la création d'une solution conjointe, et non plus comme des récepteurs passifs d'une solution analysée ou décidée ailleurs et par d'autres. La participation au processus procède de ce que peut appeler « l'empowerment », à savoir les possibilités dont disposent ou mises à disposition des parties concernées pour mettre en œuvre ses propres ressources linguistiques et narratives. Il s'agit alors d'un travail d'équipe, qui ne confond pas les places et les positions mais qui s'appuie sur la créativité et l'innovation, l'accès aux droits et la protection.

3°) DES CAPACITES D'EMPOWERMENT

Ce concept, de plus en plus utilisé dans les actions de santé communautaire, en santé publique mais aussi dans le champ des actions de proximité auprès des populations les plus désavantagées ou éloignées des dispositifs de droits communs, nous semblent important à soutenir dans ce rapport de dévaluation car c'est une des dimensions qui nous semblent les plus originales et les plus créatives, mais aussi les moins faciles à mettre en œuvre dans le champ de cette étude.

Nous n'allons pas reprendre ici intégralement ce qui tout à fait bien explicite et éclairant dans le rapport rédigé par Cabiria et Maiz, mais nous souhaitons mettre en relief, et souligner les PLUS VALUES qui apparaissent à la fois dans le rapport finalisé, les rencontres effectuées et les entretiens réalisés.

Plusieurs niveaux d'empowerment :

- Le renforcement des compétences psychosociales (le transfert dans les pays d'accueil des acquis, des savoirs et des expériences acquises dans les pays d'origine) ;
- L'accès aux droits administratifs, sociaux et légaux, de façon à ce que les formes d'assurance et de protections des personnes soient de plus en plus effectives ;
- Les acquisitions à faire pour disposer de ressources matérielles, relationnelles et culturelles de façon à mieux disposer des libertés individuelles et de la maîtrise de leur affectivité et de leur sexualité.
- La mise en œuvre d'espaces et d'aptitudes à la négociation, à des formes libres d'expression, à des formations et des aptitudes renforçant la transmission et la liberté de parole.

.Développement de stratégies :

Leur principe peut se résumer en trois axes, qui eux-mêmes de déclineront en un certain nombre d'actions et de moyens concrets et opérationnels à mettre en œuvre et en place pour faciliter, renforcer et créer un meilleur empowerment :

- **Chercher et comprendre**, qui relèvent d'une amplification de l'analyse et de la volonté de par la présence d'appuis à la fois concrets, non-manipulateurs et inscrits dans le temps pour soutenir confiance et réciprocité entre les femmes migrantes et les ONG, les femmes et les protections juridiques.
- **Accéder au pouvoir** qui est un axe relevant à la fois d'actes permettant l'exercice des libertés fondamentales à notre humanité, mais aussi d'avoir accès de manière effective et réelle aux droits communs, sans discrimination et humiliation.
- **Accéder au savoir** pour acquérir des capacités dans le domaine cognitif (connaître la langue, renforcer l'accès aux savoirs, prendre la parole en public), mais aussi dans le domaine politique et médiatique (participation à des articles, des conférences, des débats, sans manipulation ni récupération).

A. LES SEPT NIVEAUX D'EMPOWERMENT :

Les différentes dimensions de l'empowerment sont à la fois individuelles et collectives, singulières et plurielles mais surtout reposent sur des registres qui ne mobilisent pas les sujets concernés et les actions entreprises avec elles sur les mêmes registres. Il apparaît donc ici utile au regard des éléments recueillis au cours de cette étude de les distinguer non pas pour les hiérarchiser, car ils sont de fait en interaction permanente mais pour les rendre plus visibles et plus lisibles. Ces repérages servent aussi à concilier des éléments qui nous ont semblé transversaux aux différents pays concernés et qui tendent du côté des convergences, des ressemblances, des similitudes plutôt que d'en distinguer les spécificités. C'est pourquoi nous proposons 7 niveaux de repérages, qui se déclinent avec plus ou moins de facilités au regard des personnes, des personnels, mais surtout des environnements relationnels et politiques en vigueur

Le niveau personnel :

C'est un travail de prise de conscience et de clarification de sa propre subjectivité, indépendamment de toute pression. « pour certaines femmes, le chemin à parcourir est long ; pour d'autres leur volonté d'indépendance les habite en toute circonstance » (*femmes et migrations*, p.130). La conscience de soi et l'indépendance sont des facteurs de construction du self (de soi) en tant que sujet dans l'accroissement de la confiance en soi, qui va permettre, par exemple, de mieux s'affirmer et résister aux pressions et demandes des clients dans le travail du sexe. Cette finalité passe aussi par une plus grande capacité, qui suppose d'être soutenue, de protection de son intégrité physique et psychique (par exemple, en Autriche, les femmes développent des stratégies pour diminuer les consommations d'alcool, en complicité avec les serveurs des établissements ou en renversant « par mégarde »)

Le niveau juridique :

L'accès à une citoyenneté et à une position de citoyenneté, dans les démocraties supposent l'accès aux droits juridiques et à la protection sanitaire et sociale. Les femmes sont toutes conscientes, au-delà de la diversité des spécificités légales en fonction des pays, que la régularisation de leur situation administrative, « les maudits papiers », est le meilleur

moyen de défense contre les situations de violence, qu'elles soient d'ordre politique, structurale ou quotidienne. « *La meilleure défense vis à vis de tout ceci est celle d'avoir des papiers* ». Les stratégies de résolution des problèmes de régularisation administrative dépendent à la fois du degré d'autonomisation des femmes mais aussi en fonction des actions qui, au niveau politique et général, sont menées vis à vis des étrangers et des femmes migrantes en particulier dans chaque pays concerné.

Le niveau social :

Les individus doivent être pensés, au-delà de leur statut de victime, comme des acteurs (des actrices) dont il s'agit de comprendre comment elles ont vécu ce qu'elles ont traversé, comment elles l'ont compris, comment elles comprennent ce qu'elles vivent ensuite, les questions qu'elles se posent, comment elles envisagent l'avenir et sur quelles bases on peut reconstruire. Hannah Arendt écrivait que se raconter est une activité spécifiquement humaine ; on comprendra alors en quoi l'écoute, le temps, la facilité d'expressions singulières et collectives par des entretiens formes ou informels, des ateliers d'expression ou des prises de parole publiques, sont autant de points d'appui pour entendre et mettre en œuvre ce qu'elles veulent dire. Plus concrètement, cette action sociale passe par l'action, l'orientation et les conditions d'accueil mises en place dans les associations de santé communautaire ou de droits des femmes : Aussi bien au Comitato qu'à Maiz ou à Cabiria par exemple, des cours ou des ateliers sont proposés : cours de langues, d'alphabétisation, d'informatique, ateliers santé, organisés à partir des demandes des travailleuses du sexe, en fonction des demandes et des besoins identifiés. Nous reviendrons en troisième partie sur des productions pratiques qui ont été faites, avec les femmes migrantes, en plusieurs langues et qui montrent comment des guides mis à disposition des femmes les inscrivent dans une autre position sociale.

Le niveau culturel :

S'entend ici dans le vocable culturel une prise en considération de la culture de l'autre », définie comme telle par de nombreux anthropologues, « comme un ensemble de systèmes symboliques, au premier rang desquels se placent le langage, les règles matrimoniales, les rapports économiques, l'art, la science, la religion. Par exemple, en Autriche, une pratique d'empowerment collectif a donné lieu à un renforcement plus spécifique d'une identité collective de femmes migrantes prostituées face à la violence symbolique de la culture blanche, catholique, hégémonique et ethnocentrique. Cette visée suppose une déconstruction de l'image négative du triple stigmaté « de la femme noire et pute » et une présence régulière dans les médias et dans les mouvements alternatifs, qui amplifient l'inclusion dans le tissu mental et social de l'altérité. L'embauche d'agents de prévention dans les associations qui parlent plusieurs langues, comme l'arabe, le bambara, le portugais ou le serbo-croate est aussi un vecteur de métissage et de permettre que le dire des femmes soit portée sur la scène publique et dans les pratiques de métissage, sans honte ni dévoilement abusif.

Le niveau politique :

De plus en plus de travailleuses du sexe s'engagent dans l'objectif d'une sensibilisation au niveau politique (espace public) visant à déstigmatiser et décriminaliser la prostitution, et à contrer les discriminations particulières que subissent ou dont sont objets les femmes migrantes. Ces influences se traduisent concrètement, soit par des manifestations de rue, comme ne France, ou dans une présence accrue dans les médias 'presse écrite, radios, et télévision° . Dans les quatre pays de l'étude, en coopération et

avec le soutien des organisations (Cabiria, Grisélidis, Maiz, Commitato et Licit), les femmes ont mené des actions d'envergure politique. En France, les femmes se sont organisées pour manifester leur désaccord, au niveau parlementaire au moment de la mise en place des lois sur la sécurité intérieure. En Espagne, et en Catalogne, en particulier, l'association LICIT est reconnue maintenant comme un acteur politique entendu par le parlement et comme acteur politique de manière totalement légitime.

Le niveau économique :

C'est probablement une des dimensions les plus sensibles et complexes à traiter dans la mesure où la question de l'argent est à la fois le vecteur le plus important dans le processus de l'indépendance économique et à la fois le piège d'assujettissement des pressions et de violences en situation de trafic. Comme le souligne avec force et conviction le rapport *Femmes en Europe*, une des mesures les plus importantes à prendre pour acquérir plus d'autonomie et de liberté d'action est de s'acquitter, ou de se dégager, des dettes (du voyage) le plus vite possible. Pour celles qui ne sont pas dépendantes d'un proxénète, c'est parce qu'elles ont accès à la maîtrise de leur propre autonomie financière qu'elles gagnent en indépendance économique. Rappelons encore une fois ici que toute l'histoire de la transformation anthropologique de la condition des femmes en Occident passe par cette double dimension de la maîtrise par les femmes elles-mêmes de leurs corps et de leur sexualité, mais aussi de l'accès à la condition salariale, et à la condition d'obtenir des ressources en dehors du lien conjugal et familial. Cette dimension se confirme chez des femmes Dominicaines résidant en Autriche et qui deviennent pourvoyeuses de leurs familles restées au pays, ou de femmes brésiliennes ou Nigérianes travaillant en France.

Le niveau symbolique

L'ensemble de ces éléments, qui sont au cœur même du débat sur la manière dont les sociétés de consommation considèrent le travail ou l'argent issu des échanges sexuels, dont une partie sont acceptés et légitimés s'ils entrent dans le cadre de la conjugalité ou de la vie sociale dite « normale » et dont une autre partie va du côté de l'ombre, de l'opprobre et de la stigmatisation, doit attirer notre attention sur les stratégies mises en place qui, comme pour la pauvreté, ont tendance à combattre les pauvres plus que les causes de la pauvreté. Autrement dit, s'il s'agit de combattre le trafic humain, il s'agirait bien de combattre ou de chercher les trafiquants ou les réseaux mafieux et violents de ces marchés plutôt que de s'en prendre aux figures les plus visibles et les moins protégées. Le niveau symbolique est celui qui donne du sens et des signes qui peuvent participer notamment au changement dans l'ordre des représentations qui nous guident dans la façon de nommer et définir ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours, « dans la façon de les interpréter, statuer sur eux, et, le cas échéant, prendre position à leur égard et la défendre »³¹. Autrement dit, cette étude nous invite à un changement de position, de posture et à investir symboliquement et concrètement quatre dimensions : Celles de la reconnaissance, de l'interaction, de la conscientisation et de la manifestation.

Le rapport rédigé par Cabiria et Maiz propose un triple tableau que nous n'allons pas ici répéter mais qui a l'avantage de résumer trois niveaux de représentations et trois positionnements à l'encontre des femmes-migrantes prostituées, d'où découlent des attitudes, des comportements et des stratégies :

- la manière dont les femmes elles-mêmes se représentent leur condition : comme coupable, comme victime, comme actrice

³¹ D.Jodelet, *Les représentations sociales*, Paris, Puf, 1989

- la manière dont les sociétés rencontrées (autrichienne, espagnole, française et italienne) se représentent les femmes migrantes prostituées) comme des femmes coupables, victimes ou actrices
- la manière dont les ONG se représentent agissent avec ou pour les femmes migrantes selon qu'elles soient considérées comme des coupables, des victimes ou des actrices.

Avant d'aborder des aspects plus pratiques, nous tenons à rappeler que l'intérêt principal de cette étude, bien qu'on puisse parfois en pointer les limites par un certain discours idéologique, réside dans son positionnement permettant «un autre regard ». Un regard qui met de côté la question du trafic sur le versant répression de la criminalité et protection des frontières au profit du point de vue des acteurs de terrain et de la parole des femmes migrantes rencontrées, pour prendre en compte leurs trajets, leurs parcours, leurs histoires individuelles et collectives, leurs droits leurs stratégies de protection et d'émancipation. Un regard qui invite à prendre en compte les rapports sociaux de sexe, les inégalités entre pays à fort développement économique et les pays hors CEE, les conditions d'accès à l'émancipation des femmes qui supposent une autonomie économique vis à vis des dépendances d'origine. Un regard qui propose aussi des positionnements à prendre pour les différents acteurs concernés par ce champ : les décideurs politiques, les ONG et les groupes féministes et autres ONG communautaires de migrantes qui peuvent lutter pour une prise en compte effective de l'accès aux droits humains.

3°) LES INCIDENCES DU PROGRAMME DAPHNE DANS LES PRATIQUES ...

Pour rédiger cette dernière partie, nous nous sommes essentiellement appuyés sur ce dont nous avons eu été directement témoins à partir des productions effectuées, des entretiens effectués avec les partenaires européens associés au programme, et en participant au séminaire européen de fin novembre 2004 qui s'est tenu à Lyon, en mettant en relief trois axes :

- Les productions effectuées auprès des femmes migrantes
- Les apports et points positifs du programme DAPHNE
- Les limites et les inconvénients liés à ce programme.

A) Les productions effectuées durant le programme DAPHNE :

Il est inutile de revenir trop longuement dans cette partie sur le rapport intitulé *FEMMES ET MIGRATIONS EN EUROPE, stratégies et empowerment*, dont nous avons largement analysé les points les plus saillants et les plus essentiels, mais il nous faut souligner son importance de par sa parution au niveau européen :

Rapports en français : **360** diffusés et distribués
 Rapports en anglais : **85** distribués
 Rapports en espagnol : **45** distribués

Soit un total pour fin février 2005 de **490** rapports distribués, quasiment 500. Leur distribution s'est faite à partir du séminaire de fin novembre 2004, des liens avec les associations et institutions soutenant le programme DAPHNE, en lien avec les Ong et associations militantes parties prenantes de ce travail.

Ce rapport a une triple visée : Sensibiliser les responsables politiques des 4 pays concernés, les responsables européens du Programme DAPHNE, les ONG et les

organisations qui travaillent à la fois auprès de personnes migrantes en situation de travail du sexe ou de prostitution, les associations caritatives, les associations qui s'occupent ou sont concernées par la question des migrants et des droits de l'homme, les organismes juridiques qui œuvrent pour la lutte contre la discrimination et l'accès aux droits de toute personne humaine, quelque soit sa condition, les médias et en particulier les leaders d'opinion qui peuvent plaider à la défense des droits des femmes.

Une autre production est sortie également fin novembre 2004 diffusée en plusieurs langues : *Le petit guide à l'usage des femmes migrantes*, traduit et diffusé dans les langues suivantes

Ce petit guide consiste, de notre point de vue à donner figure humaine et visage à celles qui sont encore obligées de se cacher pour protéger leurs existences, comme le montre avec force et symbole la femme au masque blanc de la page première des différentes couvertures, quelque soit leur langue et leur version. Comme nous y invite le philosophe Emmanuel Lévinas dans *Ethique et infini*, comprenons que « Visage et discours sont liés. Le visage parle en ceci que c'est lui qui rend possible et commence tout discours »³² On comprendra facilement pourquoi et comment la publication de ce guide pratique va dans le sens de la citoyenneté, de l'empowerment et de d'accès aux soins puisqu'ils s'adressent directement aux personnes intéressées et non à leurs intermédiaires, même si sa diffusion passe forcément par les associations de terrain et de santé communautaire qui travaillent avec elles.

Ce *Petit guide à l'intention de femmes migrantes* présente six principales entrées :

- Une *invitation* au renforcement du respect des personnes et à leur faire connaître leurs droits
- Un *plaidoyer* pour lutter contre toutes les formes de violence quelles peuvent rencontrer dans leurs trajets, et leurs conditions d'exercice
- Un *soutien* par le rappel de la solidarité et rompre l'isolement en s'appuyant sur des soutiens collectifs, en donnant les adresses des différentes structures par pays qui sont lieux et liens effectifs de solidarité à leur cause.
- Des *conseils* pour des pratiques sexuelles et de santé à moindres risques ;
- Un *renforcement* de l'autonomisation économique et d'éviter les pièges du lien conjugal qui pourrait être un piège
- Une *capacité*, via un test, d'appropriation de ces dimensions, qui peuvent les mettre elles mêmes, ainsi que les services ou ONG proches d'elles de développer les points et les dimensions sur lesquelles elles seraient le plus en crainte ou en vulnérabilité.

Ces brochures ont été diffusées de la manière suivante :

Brochures en français :	430
Brochures en anglais :	220
Brochures en espagnol :	225
Brochures en albanais	100
Brochures en russe :	75

Soit un total pour fin février 2005 de **1050** brochures, via les associations les plus proches des femmes concernées.

B) La mise en place de la conférence européenne du 19 novembre à LYON

³² cité par David Le Breton, *Des visages, essai d'anthropologie*, Paris, Métailié, 2003, p.104.

Intitulée *RENFORCEMENT DES STRATEGIES D'EMPOWERMENT DES FEMMES MIGRANTES PROSTITUEES*, cette conférence/colloque a réuni près de 180 participants dont bien entendu des représentantes des associations associées au programme DAPHNE dont Cabiria, Maiz, Licit, Comitato, de Grisélidis, mais aussi d'associations amies et collègues avec les partenaires du programme d'Aspasie (Suisse), de Bulgarie, des Pays Bas, d'Angleterre. Nombreuses étaient les femmes ou hommes prostitués ou pas qui exercent comme salariés au sein de ces associations, mais aussi des professionnels d'ONG ou d'organismes publics concernés ou alliés des choix plaidés par ces ONG.

Il est à noter que certains juristes, hommes ou femmes politiques, chercheurs et journalistes furent aussi présents, donnant à cet événement une visibilité et une lisibilité sur la scène publique, d'ailleurs largement évoqué dans la presse locale et nationale. Les conditions d'accueil ont été également un moment de promotion pour les personnes migrantes ou en situation de prostitution qui furent pour une fois accueillis dans des conditions égales à d'autres réceptions ou colloques, avec protection et discrétion, mais sans voyeurisme ni manipulation.

La parole a librement circulé au cours de la préparation et du déroulement de ce séminaire et beaucoup de sexworkers ont exprimé des points de vue identiques à ceux recueillis et analysés dans les documents précités, que ce soit la nécessité que les personnes migrantes puissent elles mêmes parler, ou de donner des idées d'empowerment et de stratégies à mettre en œuvre.

Nous relèverons deux interventions qui nous semblent extrêmement importante pour la suite et pour les incidences effectives du côté des effets pratiques de ce programme : d'une part l'intervention de Marjan Wijers, déjà citée, consultant on human rights, sex work and trafficking, dont l'analyse critique du réseau de la lutte contre le trafic peut se résumer en six points :

Le concept de trafic suppose un enracinement historique et socio-politique pour différencier ce qui est de l'ordre du trafic et ce qui est de l'ordre du déplacement des personnes prostituées et qui n'en relève pas nécessairement. Il est vrai que les histoires de traite des blanches et de ses représentations, parfois de leur mythification³³, similaires au trafic des esclaves noirs, ainsi que les contraintes connues de la vie dans les maisons closes participent à la manière dont les sociétés européennes vont réguler « ces sources modernes d'empoisonnement ». Les législations à compter de 1949 condamnent le trafic lié au travail dans les « bordels », mais cette lutte devient souvent une lutte contre la prostitution.

Le trafic peut parfois servir à justifier des contrôles abusifs à l'encontre des flux de migration et des pratiques de prostitution, dans le sens où parfois les femmes sont considérées comme complices, plus que comme victimes des trafics : Autrement dit, la protection contre les abus dépend du statut qui est accordée à la femme (victime innocente ou coupable).

Certains relents racistes ou xénophobes ne sont pas absents des représentations et des pratiques de lutte contre le trafic, prêtant parfois certaines « appétances » à des catégories ethniques de pays d'Afrique ou d'Amérique latine, ainsi qu'auprès des trafiquants.

Ces remarques nous invitent, en accord avec les analyses de Mme Wijers, à considérer comme essentiel un travail de lutte contre les pratiques d'exploitation, quelque soit les industries (dont celle du sexe), mais aussi des abus dans le travail clandestin ou le travail domestique- Il importe de changer notre point de vue, afin de concevoir un autre cadre pour concentrer les efforts sur l'ensemble des abus, reconnaître les différentes

³³ E.Morin, *la rumeur d'Orléans*, Paris, PUF, 1978.

expériences acquises par les sexworkers, y compris les personnes migrantes, de façon à les associer aux projets les en œuvre

Après de multiples et intéressants témoignages et analyses, teintées de positionnement féministe mais surtout d'ancrages et d'enracinements dans la réalité observée et sensible des femmes concernées, ; le séminaire s'est conclu par l'intervention d'une députée européenne, dont une des missions est d'être rapporteur sur le dossier réseau des femmes ; Son propos pourrait se résumer de la manière suivante : ne pas poursuivre les femmes migrantes, ne pas les punir, faire avancer dans le cadre de charte des droits fondamentaux de façon à ce que les dénonciations ne soient pas synonymes de non-protection. Il s'agit bien d'avancer sur un travail du côté du législateur pour amplifier les punitions et le discernement des situations d'abus dans le cadre d'échanges commerciaux et de travail législatif au niveau de la CEE pour renforcer la protection des personnes en situation d'exploitation.

C) LE POINT DE VUE DES ASSOCIATIONS EUROPENNES PARTENAIRES

Pour rédiger cette toute dernière partie du rapport, nous nous sommes appuyés sur les entretiens effectués, soit dans les pays d'origine, soit à l'occasion du travail autour du séminaire de novembre 2004, à savoir

- La responsable du COMITATO (Italie)
- Les responsables de GRISSELIDIS (France)
- les responsables de LICIT(Espagne)
- les responsables de MAIZ (Autriche)

Nous leur avons proposé de dégager à la fois les POINTS FORTS, les APPORTS et les POINTS FAIBLES, les LIMITES, au programme DAPHNE auquel elles ont participé

POUR LE COMITATO

POINTS FORTS

- La mise en place d'une ligne nationale « helpline », à destination des femmes migrantes prostituées, ligne de soutien contre les situations de violence. Cette ligne, a été mise en place avec une trentaine d'autres associations sur l'ensemble du territoire italien.
- Un renforcement entre associations des droits de l'homme face au gouvernement en place qui renforce les contrôles et les pratiques de répression vis à vis des étrangers, qui ont changé en particulier les conditions d'accueil des femmes nigérianes.
- La proximité avec l'Albanie rend compte de beaucoup de situations de maltraitance chez des femmes albanaises, et le comitato s'efforce de les aider et de les protéger pour qu'elles aient accès à des droits civils et sociaux.
- Le comitato tente de faire pression pour que les délais d'expulsion soient prolongés ou supprimés, en lien avec les associations des droits de l'homme, de lutte contre le sida et les mouvements gays et lesbiens, sans oublier les associations d'aide aux réfugiés.
- Le comitato est intervenu dans une conférence, mais en forçant la prise de parole, conférence organisée par les associations catholiques qui sont très présentes en Italie et qui veulent « sortir du péché » les femmes égarées....
- Des liens existent, mais devraient être renforcés avec des chercheurs de l'Université de Padoue et des attachés parlementaires.

- Le programme daphné a permis la rencontre avec les pratiques de cabiria, des relations avec une adaptation allemande qui travaille sur Migration/prostitution au niveau politique
- Le séminaire de Turin en 2003, effectué notamment avec cabiria, a permis de diffuser en italien les actes de cette journée et en entraîne une autre rencontre sur San Remo qui s'est tenue fin août 2004

POINTS FAIBLES, LIMITES

Les droits des personnes migrantes prostituées dépendent des contextes régionaux, des villes et de la présence des acteurs ; il y a une grande disparité entre les régions du nord et du sud notamment, et le programme Daphné a mis en relief ces écarts ;

Par exemple, à Trieste, des situations sont possibles pour protéger des femmes migrantes, alors qu'à Lecce, dans les Pouilles, il n'est pas possible de travailler dans un centre de réfugiés

En Italie, les projets santé et de réduction des risques baisse aux profits du renforcement budgétaire de la lutte contre le trafic mais aussi pour les associations caritatives et catholiques, qui n'ont pas les mêmes analyses que les partenaires de Daphné

Il est de plus en plus difficile pour le comitato, malgré l'inscription dans un projet européen, de résister à la fois aux pressions et aux répressions policières et aux pressions sociales stigmatisantes vis à vis des femmes migrantes prostituées, figures « du mal ».

PERSPECTIVES :

La vision est assez pessimiste, puisque les responsables du Comitato perçoivent une baisse généralisée de l'aide aux services publics, et une augmentation des représentations méprisantes et de répression des femmes migrantes

Il semble que des mesures plus répressives sont prévues à l'encontre des usagers de drogue, pour privilégier la répression aux soins;

Certains magistrats se trouvent en alliance de clientélisme avec des organisations mafieuses

La prostitution virtuelle est de plus en plus répandue et on assiste ainsi à une recomposition de pratiques de réseaux et de prostitution, notamment sur les CHAT, pratiques qui sont condamnés par la cour de cassation.

Certains projets sont en cors à l'encontre des clients : par exemple, en Emilie-Romagne, une ligne téléphonique pour les clients, et un service d'aide psychologique pour eux.

POUR GRISELIDIS (FRANCE)

POINTS FORTS :

Le programme Daphné a renforcé et étayé les relations avec cabiria notamment et avec les associations espagnoles et autrichiennes, notamment dans leurs actions analyses partagées en termes de rapports sociaux de genre, de santé communautaire et de mouvements militants.

Ce programme a permis d'intensifier et de diversifier les rencontres et les travaux avec les chercheurs universitaires, mais aussi d'avoir des rencontres effectives, émotionnelles et physiques ; ce qui change des rapports de plus en plus virtuels

Le programme a facilité des contacts internationaux, comme des endroits supplémentaires pour partager des réflexions, de par les rencontres avec associations expertes dans d'autres pays.

L'obligation de participer à des écrits, de faire des entretiens pour les productions du programme, ont permis de faire remonter à un autre niveau de transmission les données de terrain (20 entretiens formalisés ont été faits du fait du programme DAPHNE)

Quelque soient les dispositifs législatifs des différents pays, le programme Daphné souligne que la question de la stigmatisation est récurrente et omniprésente

La diffusion de brochures, des guides qui ont été réalisés donnent une assise aux acteurs locaux mais aussi une légitimité plus importante, plus symbolique aux actions de Grisélidis. Sur Toulouse, plusieurs cassettes et émission radios ont été traduites en plusieurs langues, et sont accessibles sur un CDROM.

Ce programme renforce un bagage commun, une « culture commune », et engendre un effet boule de neige qui concerne de plus de plus de femmes, de partenaires, de chercheurs et peut être de décideurs politiques.

POINTS FAIBLES, LIMITES

Il n'y a pas eu d'apports budgétaires supplémentaires

Une position un peu « satellite » au sien du programme, au regard d'une équipe très pris par les actions du quotidien, peu importantes et mobilisés aussi par les effets des lors répressives sur Toulouse et sa région.

L'équipe manque de temps à l'avenir, car elles sont déjà investies sur un programme « EQUAL »

POUR L'EQUIPE DE MAIZ

Remarque préalable : comme le rapport *femmes et migrations en Europe, stratégies et Empowerment*, a été en grande partie aussi réalisé à partir des travaux effectués au sein de MAIZ, nous ne reprendrons ici que des éléments rapides et plus condensés, puisque les éléments d'analyse sont suffisamment explicites dans le rapport produit par CABIRIA*-/MAIZ

POINTS FORTS>

Ce programme renforce et donne une vision plus internationale aux travaux, actions et analyses menées au sein de Maiz depuis 10 ans ;

Nous avons évolué en même temps que le déroulement du programme, puisqu'il y a interaction entre des facteurs internes à la réalité autrichienne de la prostitution et les éléments amenés par le programme DAPHNE.

L'approche s'est élargie de travailleur du sexe à d'(autres situations de migration, et nous amènent à travailler de plus en plus avec des publics à la fois prostitués et non prostitués, venant de pays de l'Est, d'Afrique ou d'Asie

Le programme daphné a montré la diversité des nationalités concernées (65 comptabilisés au cours de ce programme) ;

Le programme confirme la place de la stigmatisation, la valorisation du travail de recherche dans son affirmation et sa consolidation.

D'autres recherches sont en cours sur d'autres questions que celles du trafic ou de la prostitution/ recherche sur le travail domestique, en lien avec d'autres associations autrichiennes et européennes

Au niveau théorique, ce programme confirme la place de la division sexuelle du travail et la reproduction des situations d'inégalité dans le contexte de l'industrie du sexe

Ce programme amplifie la nécessité de déstigmatiser les travailleurs du sexe et de travailler les rapports sexuels dans le cadre d'autres rapports sociaux et politiques.

Au niveau plus pratique, ce programme a permis d'avoir plus de moyens financiers pour permettre aux salariés d'avoir une vision plus large et en ayant plus de temps à consacrer aux femmes, pour mieux les entendre

On peut repérer des symétries fortes entre les différentes associations, malgré des positionnements législatifs différents

POINTS FAIBLES, LIMITES

C'est toujours un défi de rédiger, échanger et agir au-delà de l'obstacle des langues qui ne sont pas les mêmes

Le programme a eu peu d'impact en interne, au regard de l'évolution des actions et recherches établies depuis maintenant 10 ans

Impressions d'avoir beaucoup apporté à daphné, en démythifiant le travail du sexe

Difficultés pour respecter les délais, pour faire les traductions, de mener plusieurs programmes en même temps, de soutenir à la fois les femmes et les enjeux sur le terrain, et de prendre du temps pour rédiger, mettre en forme et en résonance avec les collègues européennes.

Parfois, les dossiers à remplir pour la CEE sont dans des formats qui ne sont pas habituels, voire anachroniques

POUR LICIT

POINTS FORTS :

Le programme DAPHNE a permis, notamment sur le plan financier et sur le plan symbolique une plus grosse implication des femmes migrantes, de prendre plus de temps avec elles et d'avoir plus d'occasions de prendre en compte leur point de vue;

L'association, au fur et à mesure de l'évolution du programme DAPHNE est devenue de plus en plus militante, dans le sens politique du terme et pour favoriser l'arrimage législatif et l'accès aux droits des femmes concernées.

De plus en plus de connexions ont été favorisées, de par l'installation dans un local; lieu de rencontre mais aussi lien de transmission entre le terrain, la condition des femmes rencontrés et les élus politiques de la commune et de la région de Catalogne.

Un des résultats les plus importants est que LICIT est en lien étroit et participe maintenant de plein droit à l'Institut catalan de la femme, instance politique qui est très active au niveau politique de cette région, en pleine expansion

LICIT intervient de plus en plus dans la formation des élues qui siègent dans les arrondissements, les communes et les assemblées régionales;

Des interventions se font également dans les écoles de soins et de travail social, suite notamment à la fabrication d'une valise pédagogique pour faciliter "l'accès à un autre visage"

L'inscription au programme DAPHNE a facilité des études centrées sur les clients, ainsi que pour renforcer des actions de stratégies plus protectrices et des facultés d'empowerment, de par l'embauche d'une personne salariée sur ces programmes.

L'approche est de plus en plus centrée sur la question des violences, en relation avec des dimensions plurifactorielles et pluriculturelles;

Renforcement des liens et des relations d'échanges avec d'autres associations réformistes, ce qui permet de soutenir à la fois une position de veille, d'attention et d'alarme vis à vis des élus et de la mairie, mais aussi de la police et de l'opinion publique.

Il est très important que la question des violences faites et subies par les femmes soient de plus en plus prises en considération, car le programme DAPHNE a permis de manière encore plus aiguë de montrer la masculinisation des richesses au détriment de la féminisation de la pauvreté et que le paradoxe des flux migratoires entre les pays d'origine et ceux de la CEE, mais aussi à l'intérieur de l'espace de Schengen, est de renforcer cette dynamique.

Le programme DAPHNE a montré l'importance pour les femmes migrantes d'avoirs accès à des droits mais aussi à des connaissances, à des savoirs, pour éviter les pièges du travail domestique, les leures du mythe conjugal dans certains cas et les stratégies

entreprises par les pouvoirs marchands, policiers ou politiques pour augmenter la peur et le charge

POINTS FAIBLES :

Le programme oblige une petite association qui fonctionne surtout avec des volontaires à tenir des écritures et des comptes qui semblent un peu "rigides" pour les responsables de LICIT.

Le manque de moyens a aussi empêché d'assister à des réunions en France ou en Italie et a donc limité les échanges effectifs, entraînant ainsi des décalages importants par manque de rencontres plus formalisées.

Il y a eu des erreurs d'interprétation dans les documents traduits et quelques loupés en interne, par manque de compétence des interprètes, et cela a occasionné une perte de temps et une déception de ne pas se sentir dans les mêmes aisances que les autres collègues, du moins sur le plan de la participation aux productions.

PERSPECTIVES

La Catalogne étant une région aussi vaste que le seul Danemark, LICIT souhaite, malgré les apports du programme DAPHNE, se recentrer sur tous les combats et les actions à maintenir et en soutenir sur ce territoire,

Bien que le contexte politique ait récemment changé, il n'empêche que la condition des femmes migrantes reste un enjeu de visibilité et de tentative de "nettoyage" des paysages urbains.

CONCLUSION GENERALE

En résumé, nous dirions que ce programme DAPHNE semble avoir participé de manière à la fois claire et diffuse aux dimensions suivantes :

- Un déplacement du regard qui permet de se centrer sur les capacités des femmes, sans évacuer leurs difficultés ;
-
- Un repérage des pratiques de prostitution et des conditions de survie ou de stratégies comme un processus, et non pas comme un état ;
-
- Un intérêt de métisser des appartenances culturelles et pratiques entre pays du Nord de l'Europe et pays du Sud;
-
- La rencontre transversale entre pays et ONG qui sont dans des régimes politique soit réglementaristes, soit abolitionnistes, mais qui rencontrent des valeurs et des analyses communes;
-
- la "désinsularisation de la question du trafic et de la prostitution pour aux rapports sociaux de sexe et de genre, aux questions économiques d'exploitation et du travail domestique;
-
- l'intérêt aussi de travailler sur le plan juridique pour que les droits des personnes ne soient pas qu'un plaidoyer discursif mais une inscription effective dans les règles du jeu social
-
- La plupart des études sur la prostitution ou sur le trafic des êtres humains reprennent le point de vue des positionnements politiques ou des ONG qui veulent soutenir les femmes et hommes en situation d'exploitation mais dont le but est de les "en sortir".
- Cette recherche a su désinsulariser la question de l'exploitation pour la rapprocher d'une approche plus politique et plus juste de la question des violences faites aux femmes, mais surtout de donner du temps, de l'attention de l'implication sans manipulation aux femmes qui vivent ces dimensions et de les prendre en considération - et non plus en charge.

Mars 2005

n°

	ORGANISATION	NOM	DATE	INC MAIL	ADRESSE
1	HIV/AIDS Alliance	BRANDAMIR Elodie	13/09/04	ebrandamir@aidsalliance.org	Queensberry House,104-106 Que
2	Ville de Lyon	BUFFET Myriam	13/09/04	myriam.buffet@mairie-lyon.fr	26 rue Verlet Hanus 69 003 Lyo
3	Université Mirail	WELZER-LANG	13/09/04	dwl@univ-tlse2.fr	7 rue Iakanal 31 000 Toulouse
4	coord. FRISSE	AUTHIER Danièle	13/09/04	frisse@free.fr	15 bis rue René Leynaud 69001 L
5	SHOC (Sexual Health On Cal)	FARLEY Michelle	13/09/04	michelle.shoc@virgin.net	
6	GISTI	VERNIER Johanne	13/09/04	verhanne@net-up.com	14 rue Guynemer 92600 Asnières
7	INED	ATTANE Isabelle	13/09/04	attane@ined.fr	133 BOULEVARD DAVOUT 75020
8	MDM	MANNONI Chantal	13/09/04	chantal.mannoni@wanadoo.fr	Paris
9	MDM	BENOIT Thérèse	11/10/04		
10	MDM	BOLO Paul	11/10/04		
11	MDM	CATTELAINE Chloé	11/10/04		
12	MDM	LE CONDOMINAS Cécile	11/10/04		
13	MDM	DEBRUS Marie	11/10/04		
14	MDM	SIMONOT Nathalie	11/10/04		
15	MDM	DEVRIENDT Sylvaine	11/10/04		
16		VAN DOORNINCK Marieke	09/07/04	mdoorninck@mrgraaf.nl	Marieke van Doorninck Mr A. de
17	Södertörns högskola (University C	LINDQVIST Beatriz	13/09/04	beatriz.lindqvist@sh.se	141 89 Huddinge, Sweden
18		BRU Céline	24/08/04	celine.bru.nanou@wanadoo.fr	Céline Bru 18, rue renière 33000
19	Service de Prévention Spécialisée	TISSERAND Marianne	14/09/04	marianne.tisserand@rhône.fr	100, rue des fougères LYON 9è
20	RETRAVAILLER RHONE-ALPES	GIDON Alain	14/09/04	region.rhonealpes@retravailler.org	Parc Marengo - 29/31, rue Edoua
21	EUROPAEUM Program Officer	TAVEAU Alexia	15/09/04	alexia.taveau@europaeum.ox.ac.uk	20 Reliance Way Oxford OX2 4FL
22	DDASS 21 Médecin inspecteur de	ROBIN Claude	15/09/04	clauderobin@sante.gouv.fr	16-18 rue Nodot 21000 Dijon
23		VENERUS Evelyne	22/09/04	evelyne.venerus@wanadoo.fr	
24	Ville de Lyon	JARDEL Françoise	22/09/04	francoise.jardel@mairie-lyon.fr	26, rue Verle-Hanus 69003 Lyon
25	AFP	BENOIT Jean Pierre	22/09/04	Jean-Pierre.BENOIT@afp.com	
26	Université Lumière Lyon 2	MENDES LEITE Rommel	22/09/04	mendes-leite@club-internet.fr	
27	Open Doors Sexual Health Project	PERRY Georgina	22/09/04	Georgina.Perry@chpct.nhs.uk	St Leonards Hospital, 3rd Floor, A
28	IPPF European Network	VANDEWIELE Marieka	22/09/04	mvandewiele@ippfen.org	
29	Act up	ROUBY Sylvie	24/09/04	sylvie.rouby@free.fr	25 route de Vienne 69007 Lyon
30	DIRECTEUR DU GPAL	DUBAELE Vincent	27/09/04	gpal.lille@wanadoo.fr	1 RUE DU SAULE 59181 STEENW
31	APUS	CARRÉ Hélène	27/09/04	apus.association@wanadoo.fr	
32	APUS	DE BEDADI Anne	27/09/04		
33	APUS	HAMELIN Denis	27/09/04		
34	APUS	SIMONDI Brigitte	14/10/04	apus.simondi@laposte.net	7 pl Griffon 69001 LYON
35	ASPASIE	PLUMEY Claudette	13/10/04	aspasie@aspasie.ch	
36	ASPASIE	PIORO FERRAND Joanna	13/10/04		
37	ASPASIE	DE BACKER Johana	13/10/04		
38	ASPASIE	GOMEZ KAIZER Caroline	13/10/04		26
39	ASPASIE	CHERRAD Sakina	13/10/04		
40	ASPASIE	FER Jenny	13/10/04		
41	ASPASIE	NAKAOA Yamada	13/10/04		

www.craes-crips.org

